

[English](#)[Español](#)

# Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat

## Note conceptuelle, questions/réponses et agenda

### Contexte

Les systèmes alimentaires mondiaux représentent actuellement 21 à 37 % du total des GES<sup>[1]</sup>. Ils sont une cause première de la dégradation de l'environnement et contribuent de manière significative aux inégalités socio-économiques et sanitaires. En retour, les systèmes alimentaires sont également touchés par la crise climatique et naturelle, qui a déjà commencé à affecter la prévisibilité des rendements et des prix des denrées alimentaires, la fiabilité de la distribution, ainsi que la qualité des aliments, la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire pour tous.

En pensant aux systèmes alimentaires dans leur ensemble, il est plus facile d'élaborer des politiques cohérentes, d'aborder les difficultés et les compromis, et de réaliser la transformation des systèmes alimentaires nécessaire pour relever les défis environnementaux et nutritionnels urgents. Les politiques alimentaires intégrées qui adoptent une approche des systèmes alimentaires sont donc essentielles pour faire face aux urgences climatiques et naturelles, réduire le fardeau de la malnutrition et des maladies chroniques, et atteindre les objectifs de développement durable<sup>[2]</sup>.

La pandémie de Covid-19 a révélé la fragilité de nos systèmes alimentaires, la vulnérabilité des populations urbaines et rurales, et a mis en évidence la nécessité d'une préparation et d'une résilience des systèmes alimentaires face aux chocs et aux tensions.

La COP26 sur le climat, qui se tiendra à Glasgow du 1er au 12 novembre 2021 en partenariat avec le Royaume-Uni et l'Italie, offre une occasion unique de mettre en lumière le rôle des acteurs infra-étatiques dans la lutte contre les urgences climatiques et naturelles grâce à des politiques alimentaires intégrées. En outre, le Comité de la Sécurité Alimentaire élabore actuellement des directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, et le Secrétaire Général des Nations Unies a convoqué le premier sommet sur les systèmes alimentaires en 2021. Tout comme le Sommet sur la nutrition pour la croissance et la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, ces événements accordent une attention sans cesse croissante au rôle des acteurs infra-étatiques et à l'importance des politiques alimentaires intégrées, et offrent l'occasion de sensibiliser et d'appeler à l'action.

## **1. La Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat**

***Une invitation à agir pour que tous les niveaux de décision s'attaquent au changement climatique par des politiques alimentaires intégrées et durables***

[La Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat](#) s'engage à accélérer le développement de politiques alimentaires intégrées comme outil clé dans la lutte contre le changement climatique, à engager les autorités locales à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) des systèmes alimentaires urbains et régionaux conformément à l'accord de Paris et aux objectifs de développement durable, et à appeler les gouvernements nationaux et les institutions internationales à agir.

### **À propos de la déclaration**

#### **Quel est l'objectif de la Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat ?**

La Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat s'engage à accélérer le développement de politiques alimentaires intégrées comme outil clé dans la lutte contre le changement climatique, avec des bénéfices connexes pour la biodiversité, la régénération des écosystèmes, la circularité, l'accès à des régimes alimentaires durables et sains pour tous, et la création de moyens de subsistance résilients pour les travailleurs agricoles et alimentaires.

La déclaration engage les collectivités territoriales, y compris les villes, les régions, les entités fédérées et décentralisées, à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) des systèmes alimentaires urbains et régionaux conformément à l'accord de Paris et aux objectifs de développement durable. Elle invite en outre les gouvernements nationaux à élaborer des politiques similaires qui s'appuient sur les efforts de changement locaux, s'y alignent et les renforcent. La déclaration s'appuie sur les travaux antérieurs du Forum urbain mondial de Medellin, du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, du C40 et d'autres qui contribuent à renforcer les mécanismes de gouvernance pour la transformation des systèmes alimentaires.

#### **Pourquoi un rôle de premier plan pour les acteurs infra-étatiques ?**

Les acteurs infra-étatiques sont souvent les mieux placés pour mettre en œuvre des politiques efficaces dans de nombreux domaines des systèmes alimentaires. Les villes, les régions et les collectivités territoriales sont déjà à l'avant-garde des politiques et stratégies alimentaires intégrées visant à apporter des changements positifs aux systèmes alimentaires au niveau local et régional, où se produit la majorité des innovations en matière de systèmes alimentaires durables.

Il s'agit notamment de programmes de réduction du gaspillage alimentaire, d'approvisionnement alimentaire sain et durable pour les cantines publiques, de campagnes publiques visant à encourager les changements de comportement en faveur d'une alimentation saine, de la création de jardins urbains, de parcs agricoles, de pépinières d'entreprises, de centres alimentaires régionaux et de marchés agricoles, de cadres visant à soutenir les initiatives de chaînes d'approvisionnement courtes et d'économie sociale

et solidaire, de renforcement des plans de développement agroécologiques, de planification alimentaire territoriale et urbaine intégrée, de renforcement des liens entre les zones urbaines et rurales ou de développement de districts sans pesticides et sans OGM, de biopôles et de régions biologiques.

Dans le même temps, la reconnaissance, le mandat et le soutien limités des gouvernements nationaux et internationaux pour les politiques et les partenariats relatifs au système alimentaire local ne parviennent pas à encourager ou à entraver une mise à l'échelle et une extension efficaces de cette action vitale. Cette déclaration des acteurs au niveau territorial est destinée à amplifier leur voix dans les débats mondiaux sur l'alimentation et le climat, la nature et la santé, où ils n'ont eu jusqu'à présent qu'une contribution limitée.

## **Pourquoi adopter une approche systémique de l'alimentation face au changement climatique ?**

L'alimentation touche à de nombreux domaines politiques différents, ce qui entraîne souvent des contradictions et des frictions entre politiques publiques. Une approche fondée sur les systèmes alimentaires permet de développer plus facilement des politiques cohérentes, d'aborder les tensions et les compromis, et de réaliser la transformation des systèmes alimentaires nécessaire pour relever les défis environnementaux et nutritionnels urgents. Elle tient compte de l'ensemble des acteurs et des interactions impliqués dans la production, la transformation, la distribution, la consommation et le recyclage des aliments, tout en reconnaissant leurs profondes interconnexions avec la santé publique et les facteurs socioculturels, économiques, biophysiques et institutionnels sous-jacents qui façonnent nos systèmes alimentaires. L'approche par système alimentaire considère donc que les différents problèmes des systèmes alimentaires sont profondément interconnectés et se renforcent mutuellement. Si l'on ne tient pas compte de l'ensemble des impacts des systèmes alimentaires, les stratégies d'atténuation du changement climatique et d'adaptation associées à la production et à la consommation alimentaires risquent d'être inefficaces.

## **Pourquoi des politiques alimentaires intégrées ?**

Pour parvenir à des systèmes alimentaires durables, les actions de transformation doivent être alignées horizontalement entre les domaines politiques et verticalement entre les différents niveaux de gouvernance afin d'accélérer la transition vers des systèmes alimentaires durables. Dans la plupart des pays, la responsabilité des systèmes alimentaires est répartie entre plusieurs ministères, les départements de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, de la santé, du travail et de l'environnement établissant généralement des programmes basés sur des priorités différentes et des objectifs contradictoires. Il existe également d'importantes incohérences entre les niveaux de gouvernance. La majorité des innovations en matière de systèmes alimentaires durables ont lieu aux niveaux local et régional. Cependant, la reconnaissance, le mandat et le soutien limités des autorités nationales et internationales en matière de politiques et de partenariats relatifs aux systèmes alimentaires urbains et régionaux ne parviennent pas à encourager ce type d'expérimentation. L'élaboration de politiques alimentaires intégrées permettrait de corriger ces lacunes, notamment grâce à des mécanismes de gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux. Les politiques alimentaires intégrées

peuvent également créer des mécanismes de travail intersectoriel, de fixation de priorités inclusives et d'échange de bonnes pratiques et d'outils d'évaluation à plusieurs niveaux de gouvernance, qui font généralement défaut.

## **Qui sont les principaux partenaires de la Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat ?**

Les principaux partenaires de la Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat sont l'IPES-Food, Nourish Scotland, l'ICLEI, Rikolto, l'Agenda alimentaire urbain de la FAO, le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, Sustainable Food Places et Under2Coalition.

## **Retour d'information et sensibilisation**

### **Comment les collectivités territoriales peuvent-elles donner leur avis sur la déclaration ?**

Les collectivités territoriales sont invitées à faire part de leurs commentaires sur la possibilité de signer la déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat dans sa forme actuelle et à soumettre leurs commentaires ou suggestions **en remplissant [ce formulaire](#)**.

### **Quel est le calendrier pour le retour d'information avant la signature ?**

La date limite pour soumettre les commentaires avant signature est le 18 septembre 2020

### **Quand la déclaration sera-t-elle ouverte à la signature ?**

La déclaration sera ouverte à la signature via un formulaire sur le site web à partir du 12 octobre 2020.

### **Comment la déclaration sera-t-elle présentée à la COP26 ?**

La Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat sera présentée et adoptée dans le cadre d'une Journée des systèmes alimentaires lors de la COP26.

### **Quelle est notre stratégie pour le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le Sommet sur la nutrition pour la croissance et les réunions de la Convention sur la diversité biologique ?**

Nous prévoyons de présenter la Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat dans le cadre de ces événements, ainsi que de la COP26, qui accordent tous une attention croissante au rôle des acteurs infra-nationales et à l'importance des politiques alimentaires intégrées. Nous surveillons actuellement le calendrier des événements reportés et mettons à jour nos plans en conséquence.

## Echéancier

<b>Période concernée</b>	<b>Étapes / évènements</b>
Mars- juin 2020	La déclaration et le document annexe sont rédigés par <a href="#">les partenaires</a>
Juin - août 2020	La déclaration est communiquée aux signataires potentiels pour qu'ils puissent donner leur avis et la pré-signer
18 septembre 2020	Date limite pour les autorités locales pour fournir un retour <a href="#">d'information</a>
12 octobre 2020	La déclaration finale est ouverte à la signature via un formulaire sur le site web
Début novembre 2020	« Un an avant la COP26" : lancement en ligne de la déclaration co-organisée par le Conseil de Glasgow
TBD	Réunion intermédiaire de la CCNUCC à Bonn
TBD	Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique et réunion intermédiaire
TBD	Sommet sur la nutrition pour la croissance et Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires
1-12 novembre 2021	La déclaration sera présentée à la COP26 dans le cadre d'une journée sur le système alimentaire

## 2. Indicateurs : Mesurer l'impact du système alimentaire au niveau territorial

### *Une proposition de contribution à la communauté de pratique avant la COP26 et le sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires*

Lors de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques alimentaires intégrées, les responsables politiques locaux doivent être capables de mesurer l'impact actuel de leur système alimentaire dans un certain nombre de domaines politiques, de concevoir et de justifier des investissements et des réglementations efficaces, et de mesurer les changements au fil du temps. Fondamentalement, les décideurs politiques doivent être en mesure de répondre à la question : « Dans quelle mesure nourrissons-nous bien nos citoyens, et à quel prix pour le bien-être général des personnes et de la planète ? »

L'élaboration de mesures utiles est un défi complexe, qui commence par la définition de leur portée. À l'échelle mondiale, les systèmes alimentaires locaux ont non seulement un impact sur les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi sur la perte de biodiversité, le captage d'eau, la qualité de l'air, les normes de travail et le bien-être des animaux. À l'échelle locale, ils ont un impact sur l'emploi, la santé, la sécurité alimentaire des ménages, le cycle des nutriments, le capital social et le paysage.

Les données pertinentes peuvent ne pas être disponibles ou solides au niveau local, et les coûts de la collecte des données peuvent dépasser leur utilité. Les impacts positifs et négatifs dans différents domaines politiques peuvent ne pas être facilement comparables lorsqu'il y a des compromis et des décalages, des coûts initiaux pour certains acteurs et des bénéfices ultérieurs pour d'autres, ou lorsqu'il y a des avantages pour tous. Les autorités locales ont des capacités politiques et pratiques différentes pour façonner leur système alimentaire local. Si les décideurs politiques peuvent utiliser et communiquer un ensemble de mesures solides mais gérables sur ce à quoi pourraient ressembler des systèmes alimentaires plus durables, ils seront mieux placés pour obtenir le soutien public et politique en faveur de politiques alimentaires intégrées. Les mesures couramment utilisées permettent également aux décideurs politiques de localiser, d'évaluer et d'adapter plus facilement les interventions d'autres villes et régions.

### **Projet**

Parallèlement à la déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat, l'IPES-Food et Nourish Scotland vont :

- Recueillir des informations sur les modèles et les mesures actuellement testés ou utilisés pour mesurer l'impact du système alimentaire et identifier les lacunes<sup>[3]</sup> ;
- S'engager avec les villes et les régions qui sont les premiers partisans de la Déclaration de Glasgow afin de mieux comprendre ce qu'elles ont et ce dont elles ont besoin en termes de données ;

- S'engager avec les instituts de recherche concernés pour comprendre les possibilités de combiner ces mesures avec d'autres mesures du changement climatique en cours d'élaboration au niveau des villes et/ou des mesures du système alimentaire au niveau national ;
- Produire un rapport initial exposant la meilleure façon d'accompagner la déclaration de Glasgow avec un cadre de suivi, y compris des études de cas pertinentes.

## Activités

Une réunion virtuelle axée sur l'élaboration de critères de mesure sera organisée début juillet. Les participants seront notamment :

Des responsables politiques des villes - dont par exemple Copenhague, Londres, New York, Gand, Malmö et Glasgow, ainsi que des villes ayant une expérience de l'utilisation du cadre d'indicateurs RUAF - telles que Toronto, Colombo, Lusaka et Quito ;

Des partenaires déjà engagés dans le développement et l'utilisation de statistiques sur les systèmes alimentaires - notamment Eat Lancet, la FAO, le Pacte de Milan, le RUAF, le WWF, la UK Sustainable Food Places, la coalition Under 2 ;

Des scientifiques ayant un intérêt particulier pour ce domaine de travail - notamment Cynthia Rosenzweig (Université de Columbia), Dave Reay (Edinburgh Centre for Carbon Innovation), et Tim Benton (Chatham House).

---

[1] GIEC (2019). Résumé à l'intention des décideurs politiques. Dans : Changement climatique et terres : un rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres [P.R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.- O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.)].

[2] Parsons K, (2019) Parsons K, (2019) Brief 3: Integrated Food Policy - What is it and how can it help connect food systems. In: Rethinking Food Policy: A Fresh Approach to Policy and Practice. London: Centre for Food Policy.

[3] Y compris, mais sans s'y limiter, les travaux du RUAF, de la FAO, du Pacte de Milan, de Eat Lancet/C40, de la Fondation Barilla, du Réseau de ressources sur le changement climatique urbain.